



**AMNESTY INTERNATIONAL  
DÉCLARATION PUBLIQUE**

ASA 37/6550/2017  
20 juin 2017

**Le ministre sri-lankais de la Justice menace un avocat spécialiste des droits humains ayant attiré l'attention sur des allégations d'attaques à caractère religieux**

Amnesty International est très préoccupée par les récentes déclarations du ministre sri-lankais de la Justice Wijedasa Rajapakse, niant les allégations d'attaques contre des chrétiens avant même qu'ait été menée une enquête indépendante, et menaçant de rayer du barreau l'avocat chevronné et éminent défenseur des droits humains Lakshan Dias s'il ne présente pas des excuses à la nation pour s'être exprimé publiquement au sujet de ces attaques qui auraient été menées contre des chrétiens.

Les déclarations du ministre ont été diffusées le 17 juin lors d'un bulletin d'information sur la chaîne de télévision ITN, qui est sous le contrôle de l'État. Il réagissait à une déclaration de Lakshan Dias en date du 14 juin concernant un rapport de l'Alliance nationale des chrétiens évangéliques du Sri Lanka faisant état de 195 attaques signalées contre des chrétiens et des lieux de cultes chrétiens depuis 2015.

Le ministre a déclaré qu'il rejetait ces graves allégations, qui n'ont apparemment pas donné lieu à une enquête indépendante de la part des autorités publiques. Ses déclarations représentent en outre une attaque contre la liberté d'expression et semblent viser à intimider un défenseur des droits humains membre de la profession juridique. Toute mesure visant à rayer du barreau Lakshan Dias parce qu'il a attiré l'attention sur des allégations de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits violerait les normes internationales, notamment les Principes de base des Nations unies relatifs au rôle du barreau, qui prévoient notamment :

« Les avocats, comme tous les autres citoyens, doivent jouir de la liberté d'expression, de croyance, d'association et de réunion. En particulier, ils ont le droit de prendre part à des discussions publiques portant sur le droit, l'administration de la justice et la promotion et la protection des droits de l'homme [...] sans subir de restrictions professionnelles du fait de leurs actes légitimes... »

Par ailleurs, ces déclarations ne tiennent aucun compte de la gravité des violences persistantes dont sont victimes les minorités religieuses au Sri Lanka. Ne serait-ce que depuis le début de l'année 2017, de très nombreux cas d'attaques contre des chrétiens et des musulmans, leurs lieux de cultes et leurs commerces ont été signalés.

Amnesty International soutient les appels lancés par des défenseurs des droits humains sri-lankais pour qu'une enquête indépendante soit menée sur les récentes attaques visant des membres et des lieux de culte de minorités religieuses ainsi que des commerces leur appartenant.

Fin